

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2734

[C — 99/29473]

23 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant le fait qu'il y a lieu pour les différents Pouvoirs Organisateurs de classer les candidatures à une désignation à titre temporaire dans une Haute Ecole en rapport avec les titres requis afin que les différentes autorités des Hautes Ecoles puissent décider en connaissance de cause;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 1999;

Vu le protocole du 31 mai 1999 des comités de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé une commission de reconnaissance d'expérience utile, ci-après nommée la Commission.

Le Gouvernement décide après avis de la Commission si les services attestés ou déclarés par le candidat à une désignation ou à un engagement à titre temporaire à la fonction de maître de formation pratique dans une Haute Ecole, constituent l'expérience utile visée à l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 2. La Commission est composée comme suit :

1° un président : le directeur général des personnels de l'Enseignement de la Communauté française ou son délégué de rang 15 au moins;

2° un vice-président : le directeur général des personnels de l'Enseignement subventionné ou son délégué de rang 15 au moins;

3° les membres suivants :

a) un membre effectif et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française et nommés à titre définitif;

b) un membre effectif et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné et nommés à titre définitif;

c) trois membres et leurs suppléants choisis par le Gouvernement parmi les membres du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles et proposés par le Conseil Général des Hautes Ecoles, chaque réseau disposant d'au moins un mandat;

d) trois membres et leurs suppléants représentant les organisations syndicales siégeant au sein du Comité de secteur IX ou du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. Le S.L.F.P., la F.S.C.S.P. et la C.G.S.P. disposent chacun d'au moins un mandat.

Art. 3. Le président, le vice-président, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Art. 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur. Ce dernier est approuvé par le Gouvernement.

La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, titulaires du grade d'attaché.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

Art. 5. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

Art. 6. § 1^{er}. Toute personne qui sollicite l'avis de la Commission doit introduire sa demande, par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission, Administration générale des personnels de l'Enseignement, Espace 27 septembre, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

§ 2. La demande doit comporter tous les éléments permettant à la Commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que toutes les pièces de nature à contrôler ces éléments.

Elle est formulée au moyen des documents figurant en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

Art. 7. La Commission statue en prenant en considération, pour le ou les cours à conférer au sens du décret du 8 février 1999, les services rendus par le candidat soit dans une entreprise familiale ou dans le cadre d'activités qu'il a exercées pour son propre compte, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier ou une profession.

Art. 8. Toute personne qui introduit une demande de reconnaissance d'expérience utile peut être entendue par la commission, si cette dernière en exprime le souhait.

Art. 9. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêche d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

Art. 10. Dans les quatre mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission est tenue :

- soit de remettre au Gouvernement un avis de reconnaissance d'expérience utile du métier telle que définie à l'article 8 du décret du 8 février 1999;

- soit d'avertir le candidat par lettre recommandée à la poste qu'elle envisage de ne pas lui reconnaître cette expérience utile. Le candidat dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour introduire un recours auprès de la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de remettre son avis au Gouvernement dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Art. 11. Les délais prévus à l'article 10 sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Art. 12. Le mandat des présidents et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

Art. 13. Les experts visés à l'article 5 dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Annexe 1

Ministère de la Communauté française

Reconnaissance d'expérience utile (article 8 du décret du 8 février 1999)

Déclaration de services prestés par le soussigné dans une entreprise familiale ou d'activités exercées pour son propre compte

Le soussigné (nom, prénom)
né à, le
déclare (avoir exercé / exercer) le métier de
dans l'entreprise familiale, comme artiste, artisan, indépendant, du (date)
au (date)
à l'adresse suivante :
(éventuellement avec immatriculation au registre de commerce de
sous le n°).

Comme preuve de son allégation, il fournit les documents suivants :

(1)
.....
.....

Fait à, le
(signature)

(1) Exemples :

Certificat d'inscription au registre du commerce, attestation de l'autorité communale, du contrôleur des contributions, précisant les dates de début et de cessation des activités.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Annexe 2

Ministère de la Communauté française

Reconnaissance d'expérience utile (article 8 du décret du 8 février 1999)

Attestation de services prestés soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier ou une profession, délivrée par l'employeur.

Le soussigné (nom, prénom)
 grade
 à l'établissement (dénomination et adresse du siège du service, de la société, etc.)
 numéro d'affiliation à l'O.N.S.S :
 agissant soit comme employeur, soit au nom ou avec l'autorisation de celui-ci, certifie que M
 (nom, prénom de la personne qui sollicite l'attestation)
 né à, le
 affilié à la caisse de pension (dénomination, adresse)

 sous le n°(preste) (à presté) sans interruption des services,
 en qualité de (grade ou fonction)
 du au (date)
 dans le(s) département(s)
 (exemple : machines-outils, entretien, vente, confection en série, cuisine, etc....) et qu'à ce(s) titre(s), il (donne) (à donné) entière satisfaction.

Le soussigné certifie sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

(signature)

A, le
 (éventuellement, sceau de l'employeur).

Pour légalisation de la signature (1)

(1) Par le fonctionnaire délégué de la commune (sans quoi l'attestation ne pourra être prise en considération).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche scientifique,
 du Sport et des Relations internationales,
 W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2734

[C — 99/29473]

23 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen ter uitvoering van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verscheidene Inrichtende machten de kandidaatstellingen tot een tijdelijke aanwijzing in een Hogeschool in verband met de vereiste bekwaamheidsbewijzen dienen te rangschikken zodat de verschillende overheden van de Hogescholen in staat zouden worden gesteld met kennis van zaken te beslissen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 1999;

Gelet op het protocol van 31 mei 1999 van de comités voor sector IX en van het Comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, 2e afdeling;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring opgericht, hierna de Commissie.

Na advies van de Commissie beslist de Regering of de diensten gepresteerd of verklaard door de kandidaat voor een aanwijzing of een tijdelijke aanwerving in het ambt van meester voor praktische opleiding in een Hogeschool de nuttige ervaring uitmaken, bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De Commissie wordt als volgt samengesteld :

1° één voorzitter : de directeur-generaal van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde van minstens rang 15;

2° één ondervoorzitter : de directeur-generaal van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs of diens afgevaardigde van minstens rang 15;

3° de volgende leden :

a) een werkend lid en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad gerangschikt in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en vastbenoemd;

b) een werkend lid en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad die gerangschikt is in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en vastbenoemd;

c) drie leden en hun plaatsvervangers gekozen door de Regering onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel in de Hogescholen en voorgedragen door de Algemene Raad van de Hogescholen, waarbij ieder net over minstens één mandaat beschikt;

d) drie leden en hun plaatsvervangers die de vakbonden vertegenwoordigen die zetelen binnen het Comité voor sector IX of het Comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, 2e afdeling; deze leden worden door de Regering gekozen op de voordracht van hun respectieve vakbond onder de vastbenoemde of aangeworven personeelsleden. Het SLFP, de FSCSP en de CGSP beschikken elk over minstens één mandaat.

Art. 3. De voorzitter, de ondervoorzitter, de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden door de Regering aangesteld, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

Art. 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van de graad van attaché.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Art. 5. De Commissie kan het advies van deskundigen vragen.

Art. 6. § 1. Iedere persoon die het advies van de Commissie vraagt, moet zijn aanvraag indienen per ter post aangetekende brief toegezonden aan de voorzitter van de Commissie - Administration générale des personnels de l'Enseignement, Espace 27 septembre, Léopold II-laan 44, te 1080 Brussel.

§ 2. In de aanvraag dienen alle elementen vervat te worden, die de Commissie in staat zullen stellen een advies uit te brengen met kennis van zaken alsook al de stukken om deze elementen te controleren.

De aanvraag wordt ingediend met de documenten van de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

Art. 7. De Commissie neemt haar beslissing met inachtneming, voor de te begeven cursus(sen) in de zin van het decreet van 8 februari 1999, van de diensten gepresteerd door de kandidaat ofwel in een familieonderneming of in het kader van activiteiten die hij voor eigen rekening heeft uitgeoefend, ofwel in een openbare of private dienst of inrichting, ofwel in een beroep of vak.

Art. 8. Iedere persoon die een aanvraag tot erkenning van nuttige ervaring indient, kan gehoord worden door de Commissie, indien deze laatste er de wens van uitdrukt.

Art. 9. De Commissie beraadslaagt en beslist geldig indien minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De adviezen worden bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden uitgebracht. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Ieder werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen verwittigt er de voorzitter van en vraagt aan zijn plaatsvervanger op de vergadering aanwezig te zijn.

Art. 10. Binnen de vier maanden die de datum van ontvangst van de aanvraag volgen, dient de Commissie :

- ofwel de Regering een advies van erkenning van nuttige ervaring van het vak zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 voor te leggen;

- ofwel per ter post aangetekende brief de kandidaat te verwittigen dat de Commissie beslist heeft deze nuttige ervaring niet te erkennen. De kandidaat beschikt dan over een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de bekendmaking om bij de Commissie een beroep in te stellen. In dat geval, is de Commissie ertoe gehouden haar advies uit te brengen aan de Regering binnen de zes maanden die de datum van ontvangst van de oorspronkelijke aanvraag volgen.

Art. 11. De bij artikel 10 bepaalde termijnen worden opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

Art. 12. Het mandaat van de voorzitters en leden is gratis. Ze hebben recht op de reglementaire tegemoetkomingen in de reis- en verblijfkosten.

Art. 13. De bij artikel 5 bedoelde deskundigen waarvan de administratieve standplaats niet in Brussel gelegen is, hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn goedkeuring door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2735

[C — 99/27633]

27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mission d'observatoire des technologies environnementales de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), notamment l'article 3, alinéa 2, 1^o, c), remplacé par le décret du 9 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre de Budget, donné le 15 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité pour tous les opérateurs wallons de disposer d'une source d'information sur l'efficacité et l'efficience des techniques disponibles eu égard à leurs effets environnementaux en vue de rencontrer notamment les objectifs de la Directive européenne IPPC 96/61 CE du 24 septembre 1996;

Considérant les compétences des agents des différents services de l'ISSeP qui peuvent être mobilisés à cette fin ainsi que les réseaux d'information existants et à créer au niveau régional, national et international susceptibles d'être sollicités;

Considérant également qu'une surveillance orientée ainsi que des évaluations spécifiques doivent être organisées pour permettre à l'administration d'exercer certaines de ses obligations et éventuellement de conseiller les entreprises pour les aider à remplir leurs obligations environnementales;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, selon leurs compétences respectives;

2^o institut : Institut scientifique de Service public;

3^o observatoire : organe interne à l'institut chargé d'exercer une veille technologique active et notamment d'établir à cette fin un réseau d'informateurs adéquats, tant au niveau interne qu'externe;

4^o techniques environnementales : les technologies qui soit mobilisent les ressources environnementales, soit minimisent les impacts sur l'environnement;

5^o personne ou organisme ressource : toute personne ou organisme qui, à quelque titre que ce soit, crée, rassemble ou dispose d'informations relatives aux technologies environnementales ou qui est susceptible de les évaluer. Sont compris les laboratoires experts, c'est-à-dire ceux dont les compétences ont fait l'objet d'une reconnaissance officielle de valeur internationale;

6^o connexion : lien organisé entre l'institut et une personne ou un organisme ressource;

7^o surveillance particulière : focalisation des différents moyens de veille technologique sur des cibles définies pour identifier plus rapidement et plus finement les opportunités;

8^o sous-traitance : report vers des personnes ou organismes ressources, de tâches et travaux faisant partie du programme annuel visé à l'article 3, en raison de leurs compétences techniques spécifiques; ces tâches et travaux sont réalisés sous la responsabilité de l'institut, selon la méthodologie qu'il a prescrite.

Art. 2. La mission d'observatoire des technologies environnementales qui est confiée à l'institut comporte trois parties :

1^o l'identification et le rassemblement d'informations techniques, économiques et réglementaires sur les technologies environnementales;

2^o l'évaluation de l'applicabilité de celles-ci en vue de définir les objectifs que la Région pourrait imposer aux entreprises;

3^o la diffusion des informations recueillies et des évaluations réalisées.